

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Histoire (France) > Histoire & mémoire > **Ensemble pour inaugurer la Cité nationale de l'Histoire de l'Immigration !**

Ensemble pour inaugurer la Cité nationale de l'Histoire de l'Immigration !

Un appel à l'initiative de la Ligue des Droits de l'Homme

dimanche 7 octobre 2007, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 28 septembre 2007).

Appel à l'initiative de la LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

La Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration nous ouvre ses portes.

La République, la France a enfin son lieu de mémoire de l'immigration, son lieu d'histoire, de cette histoire longtemps délaissée, oubliée, sous-estimée.

Venus de Belgique, d'Allemagne, de Pologne, d'Espagne, d'Italie, du Portugal, puis des pays d'Afrique du Nord, des anciennes colonies africaines ou d'Asie, de Chine, du Sénégal et du Mali qui constituaient une partie de l'Empire colonial français, des centaines de milliers d'étrangers sont venus travailler et vivre dans notre pays.

Ils ont participé d'abord aux grands chantiers de constructions de notre économie que ce soit dans les mines, l'automobile ou dans le bâtiment, les transports, la voirie. Ils se sont battus aux côtés des soldats français bretons ou auvergnats, lorrains ou champenois durant la Grande guerre de 1914-1918, puis ont constitué une partie importante des armées de la France libre qui débarquèrent sur les côtes de Provence en août 1944.

Prolétaires et soldats, la République ne leur a guère témoigné de reconnaissance.

Une certaine France et certains de nos concitoyens leur ont même témoigné au cours des décennies de l'animosité et ont fait montre de violence, d'intolérance, de jalousie ou de la répulsion, jusqu'à exprimer à leur encontre la pire haine xénophobe.

Cette histoire contrastée, la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration se propose de la traiter, de la resituer dans son contexte, d'en expliquer la cause et les raisons, de montrer d'une manière vivante que la République, notre République a su tantôt discriminer tantôt accueillir et intégrer celles et ceux qui le souhaitaient.

Nous ne pouvons, au-delà des critiques et des débats légitimes que suscite une telle entreprise mémorielle, que nous réjouir de l'ouverture de cette « Cité nationale ».

Mais, nous aurions préféré qu'elle naisse dans un autre climat politique que celui dominé aujourd'hui par la restriction des droits des étrangers, d'atteinte au droit d'asile, de « chasse à l'étranger » et de quotas d'expulsion, de restriction au droit de mener une vie familiale normale...

Quant à certains amendements parlementaires, tel celui sur les tests ADN, ils remettent en cause les principes les plus élémentaires de notre droit.

Mais qui s'étonnera que de telles conceptions soient aujourd'hui défendues quand, à l'opposé de toute tradition républicaine démocratique, un « ministère de l'immigration et de l'identité

nationale » a pu voir le jour !

Certes, il est difficile pour la présidence de la République française de saluer l'inauguration de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration et de s'y reconnaître, quand cette dernière se veut un lieu luttant contre la discrimination, et dans le même temps, d'exiger de la police plus d'expulsions, de stigmatiser les immigrés et de pratiquer une « xénophobie d'Etat ».

Alors, cette inauguration, nous proposons, nous, citoyens et citoyennes de la République et étrangers résidants en France, avec ou sans papiers, de l'organiser et de déclarer ensemble :

Que soit ouverte à toutes et à tous la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration !

Nous vous appelons à signer ce texte et à venir nous rejoindre

le mercredi 10 octobre 2007 à 10 heures

devant la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (ex. Musée des Colonies)

Avenue Daumesnil 75012 PARIS

Métro : Porte Dorée

Pour son inauguration citoyenne
(prise de parole, inauguration, stands associatifs...)

Paris, le 28 septembre 2007

Premiers signataires :

- LIGUE DES DROITS DE L'HOMME (LDH)

- COLLECTIF DE VIGILANCE Paris 12° POUR LES DROITS DES ETRANGERS / RESF Paris 12° : ATTAC Paris 12, Bougeons la gauche, CGT Saint-Antoine, CGT Cheminots Gare de Lyon, CIMADE, Commune libre d'Aligre, FCPE 12, La Santé n'est pas une marchandise, LCR 12°, LDH 12°, Les P'tits Baudelaire, Les Verts 12°, MEEAO (Maison des Etudiants des Etats d'Afrique de l'Ouest), PCF 12°, PS 12°, RESO (Réseau Solidaire), SEM (Synergie Europe Méditerranée), Zone de Droit, et habitants de l'arrondissement.